



## Élections américaines de 2012 : Deux événements à surveiller en novembre 2011

**RAFAEL JACOB**

*Chercheur Marc Bourgie à l'Observatoire  
sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand*  
[jacob.rafael@courrier.uqam.ca](mailto:jacob.rafael@courrier.uqam.ca)

Dans précisément un an cette semaine, les Américains décideront qui ils enverront (ou renverront) à la Maison-Blanche, au Congrès, ainsi que dans les différentes assemblées législatives à la grandeur du pays. Or, deux événements devant survenir en novembre 2011 pourraient avoir des répercussions directes et importantes sur ce qui arrivera en novembre 2012.

Les voici :

**1. Référendums publics en Ohio (8 novembre) :** mardi prochain, les électeurs de cet État du midwest se prononceront sur l'avenir d'une loi adoptée et signée plus tôt cette année par l'assemblée législative et le nouveau gouverneur républicain John Kasich. Communément appelé « Senate Bill 5 », le texte législatif interdit aux employés publics de faire la grève, leur imposant une amende pour chaque jour de débrayage, en plus de restreindre leur droit actuel de négocier collectivement les questions de rémunération et de nombre d'heures de travail. Il réduit également la quantité de jours de maladie pour les salariés de l'État et interdit aux syndicats de forcer les employés ne voulant pas se syndiquer de payer une cotisation.

Le « Senate Bill 5 » en Ohio s'inscrit dans un courant de réformes poussées par plusieurs gouverneurs républicains élus lors des plus récentes élections. Chris Christie, du New Jersey, ainsi que Scott Walker, du Wisconsin, ont particulièrement retenu l'attention des médias suite à leur confrontation avec les chefs syndicaux au cours des derniers mois. S'ils ont tenté d'instaurer des mesures semblables en certains points, les résultats obtenus, eux, n'ont pas été les mêmes. Alors qu'une proportion de 58% des électeurs du New Jersey – un État pourtant solidement démocrate – approuve du travail de Christie<sup>1</sup>, ceux du Wisconsin et de l'Ohio ne montrent pas le même degré de réceptivité face à leur gouverneur. Bien qu'il soit en poste depuis à peine 10 mois, Walker pourrait faire face à un vote de rappel l'an prochain (un procédé dans certains États, dont le Wisconsin, par lequel les citoyens ont le droit de tenir un scrutin pour congédier le gouverneur avant la fin de son mandat)<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Kraushaar, Josh, « The GOP's Reform Renaissance » : *The Atlantic*, 26 octobre 2011.

<http://www.theatlantic.com/politics/archive/2011/10/the-gops-reform-renaissance/247398/>

<sup>2</sup> Kleefeld, Eric : « Poll: Walker Leads Potential Challengers, State Split on Recalling Him » : *Talking Points Memo*, 26 octobre 2011.

<http://tpmdc.talkingpointsmemo.com/2011/10/poll-walker-leads-possible-challengers-state-still-split-on-recalling-him.php>

Quant à Kasich en Ohio, ce n'est pas lui, mais plutôt sa pièce législative maîtresse qui fera directement l'objet de la grogne des votants lors d'un référendum public. Et à en croire la plus récente enquête d'opinion, ses chances de survie ne semblent pas élevées : selon un sondage de l'université Quinnipiac mené la semaine dernière, la mesure serait rejetée par 57% des électeurs, contre seulement 32% qui l'appuieraient<sup>3</sup>.

L'Ohio étant l'un des États les plus importants politiquement au niveau national – aucun candidat présidentiel républicain dans l'histoire n'a accédé à la Maison-Blanche sans y remporter la victoire – les répercussions du vote du 8 novembre risquent de se faire sentir au-delà de Columbus, la capitale. Une défaite de la loi pourrait à la fois renforcer les syndicats et leurs alliés dans leurs efforts de combattre des efforts similaires dans d'autres États, ainsi que mener les candidats républicains pour l'élection présidentielle de 2012 à y penser à deux fois avant de placer la réforme des programmes publics au cœur de leur campagne. Des aspirants comme Mitt Romney, qui paraît déjà timide sur la question, pourrait se faire encore plus silencieux si les électeurs d'un État réputé pour refléter l'opinion publique américaine moyenne rejettent massivement les mesures du gouverneur Kasich.

Les candidats républicains pourraient de plus se trouver coincés entre l'arbre et l'écorce, compte tenu de l'importance qu'accorde l'aile conservatrice du parti à la réforme des lois relatives aux syndicats et aux fonctionnaires. Ainsi, d'un côté ils risquent de frustrer leur base politique ; de l'autre, ils risquent de s'aliéner le reste de l'électorat.

Les gens de l'Ohio se prononceront aussi le 8 novembre sur une autre question méritant notre attention : un amendement à la constitution de l'État interdisant formellement au gouvernement fédéral de forcer les citoyens de l'État à acheter une couverture d'assurance-maladie privée.

Bien sûr, d'un point de vue légal, la mesure est d'abord et avant tout symbolique : le gouvernement fédéral a préséance sur les constitutions des États de l'union. Si Washington passe et impose une loi couvrant l'ensemble du territoire américain, les États composant ce dernier n'ont pas la discrétion de la respecter ou non – ils doivent s'y conformer. Si l'appareil fédéral adopte des mesures législatives, c'est lui qui a également le pouvoir de les modifier, de les remplacer ou de les annuler.

Par contre, d'un point de vue politique, la question est porteuse de problèmes potentiels pour deux personnes : Barack Obama et Mitt Romney. Obama d'une part puisque l'obligation des citoyens par Washington de se doter d'une assurance-maladie sous peine d'amende – également appelée le « mandat individuel » – se trouve au cœur de sa réforme du système de santé. Romney d'autre part puisque le même type de « mandat individuel » est aussi au centre de sa réforme du système de santé du Massachusetts, lorsqu'il y était gouverneur. Si l'amendement constitutionnel devait passer, il sera intéressant de voir comment les deux politiciens réagiront – particulièrement Romney, dont les adversaires dans les primaires républicaines ne demanderont pas meilleure arme pour l'attaquer lors du prochain débat présidentiel... ayant lieu le lendemain dans l'État voisin du Michigan.

**2. Rapport du « super comité » sur la dette :** lorsque le président Obama et les leaders républicains de la Chambre des représentants se sont entendus à la fin de l'été dernier sur le

---

<sup>3</sup> Rowland, Darrel, « Poll: Issue 2 Sinking » : *The Columbus Dispatch*, 26 octobre 2011.  
<http://www.dispatch.com/content/stories/local/2011/10/26/poll-issue-2-sinking.html>

relèvement du plafond de la dette, ils ont convenu de céder à un comité spécial le soin d'identifier 1,2 trillion \$ en réductions budgétaires au cours des 10 prochaines années. Le comité de 12 membres, composé d'un nombre égal d'élus des deux partis politiques et des deux chambres du Congrès, doit présenter son plan le 23 novembre prochain.

La Chambre des représentants, le Sénat et la Maison-Blanche doivent par la suite l'approuver (sans possibilité de l'amender), sous peine de coupes automatiques qui affecteraient l'ensemble de l'appareil fédéral. Ces coupes se veulent assez dissuasives – le budget du Pentagone se verrait par exemple amputé de 500 milliards \$ – pour que les élus votent en faveur de l'éventuel plan du « super comité ».

Même si les membres du comité se disent publiquement optimistes d'en venir à une entente<sup>4</sup>, ils n'y sont pas encore parvenus – du moins pour l'instant. L'une des mesures sur lesquelles les deux partis affichent un accord de principe est une réforme du code d'imposition fédéral. Ce dernier est actuellement criblé d'échappatoires, d'exemptions et de complications. Le comité pourrait tenter de les éliminer, d'augmenter le nombre d'Américains payant des impôts et de réduire les taux d'imposition. À cela devront inévitablement s'ajouter des baisses et des contrôles plus accrus des budgets de différences agences et programmes fédéraux. Il reste à voir si les Démocrates insisteront sur des hausses de taxes et d'impôts ; s'ils le font, le comité risque de demeurer coincé dans une impasse, les Républicains ayant déjà promis de s'objecter en bloc à toute augmentation de la sorte.

Que ce soit des membres démocrates ou républicains du « super comité » ou du reste du Congrès qui fassent bloquer ou débloquer les délibérations, c'est ultimement Barack Obama qui doit prier pour une entente bipartisane. Les percées législatives lors de la dernière année d'un mandat se font généralement rares, et celles qu'Obama a déjà connues (que ce soit son plan de relance économique ou sa réforme du système de santé) se sont avérées pour le moins controversées. Sa campagne de réélection a besoin d'accomplissements importants et consensuels ; le « super-comité » pourrait lui en fournir un.

Si le mois de novembre a souvent la réputation de représenter la mort, il en est tout autrement sur la scène politique américaine. Novembre 2012 s'annonce fascinant ; novembre 2011 fournira tout au moins un avant-goût fort intéressant.



Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques  
Raoul Dandurand Chair  
of Strategic and Diplomatic Studies

---

<sup>4</sup> Mascaro, Lisa, « Supercommittee Offers Peek at Proposed Deal » : *The Seattle Times*, 26 octobre 2011. [http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2016617106\\_debtpanel27.html?prmid=head\\_main](http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2016617106_debtpanel27.html?prmid=head_main)